

FORUM



DE LA SEMAINE

250 F

Grand Quotidien Privé Togolais d'Information et d'Analyse

17^{ème} année N° 2103 du lundi 14 Mai 2020

Covid-19

**Les Togolais
peuvent
désormais faire
leur test sur
WhatsApp**

P.3

site : <http://www.forumdelasemaine.com>



Prison civile de Lomé

Akibou: « Kpatcha Gnassingbé a été ramené dans sa cellule aussitôt »

Le directeur de l'administration pénitentiaire s'est prononcé sur la brève émeute survenue mardi à la prison civile de Lomé. Idrissou Abikou a également éclairé l'opinion sur la condition de Kpatcha Gnassingbé, détenu dans cette maison d'arrêt depuis plus de 11 ans. L'ancien ministre de la défense n'avait pas quitté la prison, informe M. Akibou.

Kpatcha Gnassingbé est toujours à la prison civile de Lomé où il purge ses 20 ans de réclusion pour atteinte à la sûreté de l'État. Lors de l'émeute de mardi, des informations ont fait croire qu'il a été exfiltré et conduit à une destination inconnue.

P.3



Covid-19

Après Madagascar, le Togo en passe de trouver un remède à base de plantes

P.2



Covid-19

Après Madagascar, le Togo en passe de trouver un remède à base de plantes

Une lueur d'espoir se signale au niveau des laboratoires de l'Université de Lomé. Une université engagée dans une course contre la montre pour trouver un remède au Covid-19 au Togo.

Selon les informations recueillies par l'Agence de presse AfreePress, le collège des scientifiques de cette université a présenté mardi 12 mai 2020, les premiers résultats de ses recherches après plus d'un (01) mois de travaux sur un traitement typiquement togolais contre le virus du Covid-19.

Selon la commission ad-hoc pluridisciplinaire que dirige le Prof. Kouami Kouakou, sur neuf (09) compositions phytosanitaires retenues pour les besoins de la recherche, trois (03) ont obtenu un résultat assez satisfaisant. L'Université de Lomé annonce qu'elle procédera d'abord à « des tests in vivo sur des animaux », avant de proposer l'administration de ces formules obtenues à base de plantes traditionnelles, à



l'homme. Il faut rappeler que depuis l'apparition du Coronavirus au Togo, l'Université de Lomé a mobilisé ses ressources et s'active pour trouver une solution à cette maladie qui a déjà fait plus de 11 morts dans le pays et 199

personnes contaminées.

Depuis le début de leur travail, les scientifiques togolais ont déjà mis sur pied des gels hydroalcooliques, des cache-nez, des gants et des respirateurs.

Anika A. (AfreePress)

Contre le Covid 19

"Plan international Togo" débloque plus de 1,575 milliard F CFA en faveur des personnes vulnérables

L'ONG "Plan international Togo" entend jouer sa partition dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus au Togo. Pour ce faire, l'organisation a élaboré son propre "Plan de riposte au COVID-19" qui couvre la période avril-septembre 2020. Selon les premiers responsables de cette organisation, le coût global des opérations, qui viennent en complément des actions engagées par l'Etat s'élève à 1.575.114.716 FCFA.

«Le Plan de riposte au COVID-19 de Plan International Togo» vise à garantir l'accès à une santé, une protection, une éducation et des moyens de subsistance de qualité et inclusifs pour les enfants et les jeunes les plus vulnérables, en particulier les filles, pendant et après la crise sanitaire. Les actions seront menées dans les 5 régions du Togo à travers plusieurs projets dans les domaines de la Santé et de l'hygiène, y compris la Santé sexuelle et de reproductive,

l'éducation inclusive, la protection de l'enfance y compris la violence sexuelle et le sexisme, l'engagement des communautés et des jeunes et le parrainage.

« Entre autres activités enclenchées, des contrats sont signés avec 31 radios locales sur toute l'étendue du territoire pour intensifier le message de sensibilisation du gouvernement contre la COVID-19 », explique Kemealou MEBA, Représentante-Résidente par intérim de Plan International Togo.

Par ailleurs, l'Organisation a signé un contrat avec la "Croix Rouge Togolaise" pour qu'elle apporte son appui en tant qu'urgentiste dans les activités spécifiques de sensibilisation prévues par région. Il faut rappeler que le Togo compte à ce jour, 181 cas confirmés du Covid-19, 89 cas guéris, 11 décès et 81 cas actifs.

Afreepress.info

COVID-19

6 gestes simples à adopter pour se protéger

L'évolution de la situation liée au coronavirus (COVID-19) est imprévisible et chacun doit donc se tenir régulièrement informé. Vous pouvez réduire le risque d'être infecté ou de propager la COVID-19 en prenant quelques précautions simples.

Voici des mesures annoncées par l'OMS et le gouvernement pour se mettre à l'abri de la pandémie et éviter aussi sa propagation.

1. Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Se laver les mains, conseillent les médecins, avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

2. Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes qui toussent ou qui éternuent.

Lorsqu'une personne tousse ou éternue, elle projette



de petites gouttelettes qui peuvent contenir le virus. « Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler ces gouttelettes et donc le virus responsable de la COVID-19 si la personne qui tousse en est porteuse », renseignent les Agents de la santé.

3. Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.

Reçu en début de

semaine sur une radio locale, le colonel médecin, Dr Djibril Mohama conseille d'« éviter de porter régulièrement les mains sur le visage » en ces moments. Les mains, renseigne-t-il, sont en contact avec de nombreuses surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. « Si vous vous touchez les yeux, le nez ou la bouche, le virus peut pénétrer dans votre organisme et vous pouvez tomber malade »,

prévient le médecin.

4. Veillez à respecter les règles d'hygiène respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après.

Les gouttelettes respiratoires, selon les

spécialistes, propagent des virus. En respectant les règles d'hygiène respiratoire, vous protégez les personnes autour de vous de virus tels que ceux responsables du rhume, de la grippe ou de la COVID-19.

5. Si vous ne vous sentez pas bien, restez chez vous. En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, appelez le « 111 »

Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la situation de la pandémie. Si vous appelez ce numéro en cas d'apparition des symptômes ou en présence d'un cas suspect, vous recevrez d'utiles conseils et consignes.

6. Informez-vous constamment pour savoir quelles sont les villes ou les zones où la COVID-19 se propage à grande échelle.

Il est important de s'informer régulièrement pour savoir l'évolution de la pandémie dans le pays. Si possible, évitez des sorties ou voyages inutiles.

ogotopnews

Covid-19

Les Togolais peuvent désormais faire leur test sur WhatsApp

Le Togo à ce jour, a effectué plus de 11000 tests de laboratoire sur toute l'étendue du territoire national en ce qui concerne la pandémie du coronavirus. Ce qui le classe parmi le top 10 des pays testeurs dans la zone ouest africaine. Pour en faire plus et connaître davantage le statut de chacun sur la maladie, un nouveau mécanisme a été mis en place. Il s'agit du chatbot officiel du gouvernement, accessible via le réseau social whatsapp et Telegramm.

De quoi s'agit-il exactement ? Encore dénommé « Dokita », chatbot officiel du gouvernement sur le Coronavirus est un outil qui fournit les dernières informations officielles sur la maladie. Outre cette fonctionnalité, le gouvernement fait mieux et ajoute une autre beaucoup pratique. Grâce à cet outil, les Togolais peuvent désormais se « tester au Covid-19 en ligne, et consulter les pharmacies proches de chez » soi.

Pour accéder au Chatbot gouvernemental via WhatsApp, il suffit pour les utilisateurs d'enregistrer le numéro (00228) 92 35 26 93 dans leurs



contacts téléphoniques. Puis, envoyer « Bonjour » pour démarrer la conversation.

Ce qui permettra d'effectuer plus de tests que prévus et éliminer le mal qui continue de gagner du terrain avec des pertes en vies humaines. A ce jour, le Togo a enregistré 199 cas confirmés de COVID-19 dont 92 guéris, 11 décès et 96 actifs.

Le respect scrupuleux des mesures barrières à savoir se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon, ou

les désinfecter avec du gel hydroalcoolique, rester à distance d'au moins 1 mètre des autres, tousser et éternuer dans un mouchoir ou dans le pli de son coude, ne pas se toucher ni les yeux, le nez ou la bouche, saluer sans se toucher, sans se serrer la main et éviter les embrassades et portez un masque... restent à ce jour, les mesures les plus sûres pour limiter la course folle de la pandémie. **Michel AKOETE**

COVID-19/CEA:

« Le COVID-19 a prouvé que les pays africains peuvent s'adapter et répondre à la demande »

A Addis-Abeba, le Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce, à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Stephen Karingi, déclare à un groupe de journalistes lors d'un événement en ligne, le 11 mai 2020 que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) peut aider les économies africaines à se remettre de l'impact de COVID-19.

« Stimuler le commerce intra-africain peut servir de plan de relance alternatif pour la création d'emplois, les devises, le développement industriel et la croissance économique », indique M. Karingi.

A en croire, le Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce à la CEA, si l'Afrique avait mis en œuvre les accords et les cadres tels que la ZLECA, le Plan relatif à la fabrication des médicaments pour l'Afrique, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et le Plan

d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA), les économies africaines auraient été plus diversifiées, plus fortes et moins affectées par le COVID-19.

« Le COVID-19 a prouvé que les pays africains peuvent s'adapter et répondre à la demande. Les exemples de l'Afrique du Sud où U-Mask a réorienté sa production de masques de protection pour l'exploitation minière et l'agriculture vers celle des masques respiratoires médicaux, et du Nigéria où l'Agence nationale pour les infrastructures scientifiques et techniques a fabriqué des ventilateurs sur le territoire nigérian », a souligné l'Expert du commerce.

Un rapport de la CEA sur les effets du COVID-19 sur l'Afrique indique qu'entre 300 000 et 3,3 millions d'Africains peuvent perdre la vie en conséquence directe de la pandémie.

Rappelons qu'au cours d'une conférence virtuelle pour un échange d'idées sur les efforts de leurs gouvernements respectifs en vue de faire face aux impacts sociaux et économiques du COVID-19,

organisée par la CEA en mars 2020, les ministres africains des finances ont appelé la communauté internationale à soutenir la modernisation des infrastructures sanitaires et à fournir un soutien direct aux installations existantes.

La CEA estime que l'Afrique a besoin d'urgence d'une relance économique à hauteur de 100 milliards de dollars américains. En tant que telle, l'exonération de tous les paiements d'intérêts, estimée à 44 milliards de dollars américains pour 2020, et l'extension possible de la dérogation à moyen terme, fourniront un espace fiscal et des liquidités immédiates aux gouvernements, dans leurs efforts visant à lutter contre la pandémie de COVID-19.

Ce 12 mai, le continent africain compte 2 340 décès confirmés et 23 184 guérisons pour 67 957 cas enregistrés, selon le Centre pour la prévention et le contrôle des maladies de l'Union africaine.

horizon-news

Santé

De nouvelles mutations du coronavirus : se réjouir ou s'attendre au pire ?

Le coronavirus a subi de nouvelles mutations importantes. De nouvelles souches ont été détectées mais ces dernières produisent des conclusions contradictoires. L'une serait plus dangereuse que l'original et l'autre montrerait des signes d'affaiblissements du virus. Cette nouvelle révélation qui inquiète déjà plus d'un a de quoi embrouiller encore plus la compréhension du coronavirus à l'origine du Covid-19.

Selon le site Futura Santé, des



chercheurs chinois ont montré que certaines souches du Coronavirus seraient 270 fois plus virulentes que les autres. Ce qui expliquerait le pourquoi certaines personnes sont beaucoup

plus touchées que d'autres.

La nouvelle souche détectée en Europe et qui serait la cause de l'épidémie aux Etats-Unis, non seulement elle se répand plus rapidement que celle chinoise, mais elle rendrait aussi les personnes infectées vulnérables à une autre infections.

Pour l'heure, seuls les gestes barrières se révèlent efficace contre ce virus. Et il serait trop tôt de dire que l'épidémie du Covid-19 disparaîtra d'elle-même.

Elitedafrique.com

Prison civile de Lomé

Akibou: « Kpacha Gnassingbé a été ramené dans sa cellule aussitôt »



Le directeur de l'administration pénitentiaire s'est prononcé sur la brève émeute survenue mardi à la prison civile de Lomé. Idrissou Abikou a également éclairé l'opinion sur la condition de Kpacha Gnassingbé, détenu dans cette maison d'arrêt depuis plus de 11 ans. L'ancien ministre de la défense n'avait pas quitté la prison, informe M. Akibou.

Kpacha Gnassingbé est toujours à la prison civile de Lomé où il purge ses 20 ans de réclusion pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Lors de l'émeute de mardi, des informations ont fait croire qu'il a été exfiltré et conduit à une destination inconnue.

Faux, a répondu Idrissou Akibou, Directeur de l'Administration pénitentiaire.

«... Avant même que moi je n'arrive au niveau de la prison, le détenu Kpacha était amené au niveau de l'administration. Kpacha n'est pas

conduit à une destination inconnue. Il n'est conduit nulle part. Moi je suis allé le voir dans le bureau de l'administration », a déclaré M. Akibou avant d'ajouter : « Il a été ramené dans sa cellule une fois que le calme est revenu ».

Mardi, des prisonniers mécontents de leur situation se sont bruyamment fait entendre. Dans un mouvement d'émeute, ils ont réclamé leur libération ou du moins leur délocalisation afin de se mettre à l'abri de la contamination du Covid-19.

Leur peur se justifiait par le fait que 20 personnes ont été déjà testées positives au coronavirus dans cet établissement pénitentiaire.

La mutinerie avait été vite maîtrisée par les forces de l'ordre et de sécurité, à coup de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Plusieurs blessés ont été signalés.

Togobreakingnews.info

Covid-19

Quelle bonne alimentation pour se prémunir contre le virus au Togo?



Le Togo comme plusieurs pays du monde est en plein pied dans la lutte contre le covonavirus (Covid-19).

Depuis le début du premiers cas en mars dernier, les autorités multiplient les mesures de ripostes afin d'éviter la propagation du virus sur l'étendue du territoire.

La Commission ad hoc de riposte COVID-19 mise en place par l'Université de Lomé a lancé également plusieurs recherches relatives aux plantes et de formulation de molécules efficaces et actives sur le COVID-19.

Dans la présentation de ses premiers résultats, la Commission dans une **brochure**, avec l'appui des praticiens de la médecine traditionnelle, propose à la population

togolaise des plantes médicinales locales à potentiel thérapeutique, pouvant être utilisées pour renforcer son système immunitaire. Cette brochure présente quelques-unes de ces recettes et indique les plantes à éviter pour ne pas affaiblir l'immunité.

La Commission ad-hoc indique également que sur la dizaine de propositions reçues, trois ont obtenu des résultats satisfaisants après les études et les critères mis en place. Des tests in vivo seront effectués dans les prochains jours sur des animaux, avant toute proposition sur l'organisme humain.

Rappelons que la commission se compose d'enseignants-chercheurs, de scientifiques de haut niveau ainsi que des praticiens de la médecine traditionnelle.

Horizon-news.net

Togocom

Lawson Anoko Eliane-Astrid nommée Directrice des ressources humaines

Engagé dans un nouvel élan, Paulin Alazard, Directeur Général de la Holding Togolaise des Communications Électroniques (Togocom), a procédé le 06 mai, à la nomination de Lawson Anoko Eliane-Astrid, au poste de Directrice des Ressources humaines des entités et sociétés du Groupe. Cette dernière, a pour mission, la transformation de la société, à travers une performance axée sur la compétitivité de ses ressources humaines.

Avec pour objectif d'œuvrer à la mise en œuvre de l'organigramme de son entreprise, Paulin Alazard, a procédé à la nomination de Lawson Anoko Eliane-Astrid, au poste de DRH des entités et sociétés du Groupe Togocom.

Cette dernière, officiellement rentrée en fonction, a la lourde mission, de transformer structurellement et conjoncturellement l'entreprise, à travers une performance axée sur la compétitivité des ressources humaines.

Placée sous l'autorité du Directeur Général du Groupe, la nouvelle DRH devra veiller à l'instauration dans la société, d'une nouvelle culture basée sur la récompense de la créativité et l'innovation.

Une démarche qui devra donc permettre de booster positivement, les différents services du groupe.

Également responsable de la mise en œuvre des plans du Groupe en matière de recrutement, Lawson Eliane-Astrid, devra aussi jouer le rôle de conseillère de la Direction Générale, dans la gestion des Ressources Humaines ainsi que le déploiement efficace des personnels.

Et déjà, l'on apprend que dans les jours à venir, plusieurs autres nominations devront intervenir afin d'accroître l'efficacité



des services du groupe.

Togocom dans son nouvel élan

Débuté depuis 2015, le processus de formalisation du Groupe Togocom, ne sera finalisé que le 13 juillet 2017.

Doté d'un capital d'un (1) milliard FCFA, l'instauration de la Holding Togolaise des Communications Électroniques, justifie selon le gouvernement, la nécessité d'offrir un service de meilleure qualité à coût réduit aux usagers, et permettre aux populations, d'accéder aux nouvelles opportunités qu'offre la technologie.

Un engagement qui a pour objectif

de développer une économie où le secteur des télécommunications devra jouer un rôle important dans la croissance économique du pays.

Dans cette logique interviendra la privatisation le 20 novembre 2018, de la Société, suivie de la nomination le 22 novembre 2019, d'un nouveau Directeur Général, au nom de Paulin Alazard.

Ce dernier a pour mission, d'assurer et de conduire la société dans l'atteinte des différents objectifs fixés en termes de développement.

Avec Gapola.net

Innovation et Entrepreneuriat

L'Université de Lomé se positionne comme un opérateur économique à part entière



Société pour l'Innovation et l'Entrepreneuriat UL (SIE/UL- SARL), c'est la nouvelle société créée par l'Université de Lomé (UL) dans le cadre des perspectives de la riposte au coronavirus (Covid-19).

L'Université à travers cette SARL, se veut un opérateur économique à part entière capable d'aboutir à une certaine professionnalisation des actions et un arrimage aux marchés devant de booster ses ressources financières par rapport aux produits fabriqués et ceux à venir.

Au début du Covid-19 au début, l'UL a lancé un mécanisme de financement de la recherche dénommé « Fonds compétitif pour le financement de projets de recherche scientifique et d'innovations technologiques à l'UL » d'un montant de 100 millions FCFA : les Grands projets de recherche (financés à hauteur de 10 millions FCFA par projet), et les Petits projets (financés à hauteur de 2,5 millions FCFA).

« Il est important pour l'Université d'avoir une recherche au service du

développement », avait souligné Dodzi Kokoroko, Président de l'UL.

A travers cette nouvelle entité, l'Université va devoir écouler les produits qui émanent de ses innovations à l'endroit de la population en référence à la Loi de 2014 qui « l'autorisait déjà à commercialiser les produits de ses recherches permettant ainsi d'accroître ses ressources propres, de faire des prestations de services et de postuler aux appels d'offres publics, comme tout acteur économique ».

Depuis le début de la pandémie, l'UL a déjà produit et livré plus de 25 000 litres de solutions hydroalcooliques à l'endroit des hôpitaux, des pharmacies et des sociétés privées, ainsi que des équipements de protection afin de lutter contre la spéculation sur les marchés. Dernier exemple en date, la livraison de 5000 masques à la société Cimtogo.

L'Université de Lomé est la première université publique du Togo Horizon-news.net NB : titre retouché

Togo/Covid-19

TKEVA Santé, une application venue de Golfe 1 pour faire respecter la distanciation sociale dans les centres de santé

Elle est l'une des mesures barrières prises par le gouvernement togolais contre la propagation du Covid-19 au Togo. Elle c'est la distanciation sociale. Mais force est de constater qu'il est difficile pour les populations togolaises de respecter scrupuleusement ces mesures surtout dans les hôpitaux et autres centres de santé. En tout cas, dans le Golfe 1 une solution est trouvée et peut être généralisée à tout le Togo. Et ceci grâce à l'initiative de l'application TKEVA Santé du Docteur Togbui Koffi Ebenezer Vovolit Agbétiafa, Chef du quartier Souza Nétimé 2, et de son cabinet.

Lancée ce mercredi à Lomé, il s'agit d'une application qui, d'après les explications d'un des acteurs clés, Pierre Zigan Sossou, qui vient traduire en réalité, un rêve qui date d'avant le Covid-19 mais qui se révèle d'une importante nécessité en ce temps actuel de lutte contre le Coronavirus. Présentant cette application, cet agent de santé a indiqué qu'elle « permettra à ce que le patient puisse d'abord gagner du temps à la salle d'attente. Il sait quand il doit venir, quand il sera reçu et quand il partira et ceci de façon crédible. L'autre chose, est qu'elle permettra au patient de pouvoir dans un temps record, savoir quels sont les centres de santé qui sont autour de lui, là où il se trouve, il s'informe et l'application lui dira la distance entre sa résidence et le centre de santé ». Quant aux centres de santé et autres structures sanitaires, ils ont droit à une inscription gratuite sur cette application d'après les explications



de l'équipe technique.

Lançant l'application TKEVA au nom du Maire principal de Golfe 1, Joseph Gomadoh, le Maire adjoint Espoir Koudjodji s'est réjoui de ce que l'initiative de cette application ne vienne pas de loin mais d'acteurs de cette première commune de la préfecture du Golfe, dont ils ont la gestion. Il s'attend à voir une telle application « résoudre un certain nombre de problèmes que peuvent rencontrer nos populations en ces temps de Covid-19. Nous n'allons plus souffrir à aller d'hôpital à hôpital pour demander les services qu'ils rendent », a-t-il confié avant de poursuivre, « nous vous la recommandons cette application, pour éviter des déplacements inutiles et des attroupements dans nos centres de santé ».

Pour accéder à cette application, la formule est simple, aller dans le Play Store de son smartphone, télécharger l'application TKEVA et suivre les indications.

Il est à noter que ce lancement a aussi permis de dévoiler le site tkeva-tg.com et la plateforme Tkevaonline de conseils et d'astuces et de bien-être. Ces derniers offrent selon les explications aussi la possibilité pour nos jeunes élèves et étudiants de pouvoir consulter des cours en ligne et préparer facilement leurs examens. Les enseignants ont également la possibilité de pouvoir soumettre en ligne leurs cours, ceci à la suite d'une formation que le cabinet se chargera de coordonner, pour une certaine efficacité de l'œuvre.

T228

Société

De quoi refroidir l'ardeur des compagnies aériennes



Air France réfléchit à la possibilité de reprendre ses vols réguliers vers l'Afrique de l'Ouest et Centrale à partir de mi-juin. Le Togo est sur la liste.

Mais prudence. Rien n'est confirmé à ce stade par le transporteur. Il s'agit d'une étude du marché en fonction de l'évolution de la pandémie.

Air France, comme les autres compagnies, a deux problèmes à régler. Tous les aéroports africains sont fermés au trafic commercial. Il faudra donc attendre leur réouverture. Ensuite, comment gérer des flux de passagers qui devront effectuer une quarantaine à leur arrivée en Afrique et puis subir le même traitement à leur retour en France.

Comment imaginer un homme d'affaires français souhaitant se rendre 2 jours à Lomé et contraint de rester 14 jours dans un centre de rétention, puis à son arrivée à Paris se mettre en confinement 14 autres jours chez lui.

Un mois au total pour deux jours de visite. Impossible tout simplement.

Dans l'hypothèse d'une reprise du trafic, les compagnies auront-elles assez de passagers. Pas certain.

A moins que d'ici là, les Etats africains et la France lèvent les mesures de quarantaine.

Republioftogo.com

Covid-19

Guterres souligne le rôle crucial des chefs religieux pour promouvoir la solidarité

Face à la crise sanitaire et humaine déclenchée par la Covid-19 dans le monde, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a souligné le rôle crucial des chefs religieux pour promouvoir la solidarité dans la bataille contre la pandémie.

« Nous sommes tous vulnérables – et cette vulnérabilité partagée révèle notre humanité commune. Elle met à nu notre responsabilité de promouvoir la solidarité comme fondement de notre réponse – une solidarité fondée sur les droits de l'homme et la dignité humaine de tous », a déclaré M. Guterres lors d'une visioconférence de haut niveau sur le rôle des dirigeants religieux dans la réponse aux défis de la Covid-19.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Tijjani Muhammad Bande, le Haut-Représentant de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, Miguel Angel Moratinos, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, Adama Dieng, ont également participé à cette conférence, ainsi que des chefs religieux catholique, juif et musulman, respectivement le cardinal Miguel Angel Ayuso Guixot, le rabbin Arthur Schneier et le secrétaire général de la Rabita Mohammadia des Oulémas du Maroc, Ahmed Abbadi.

Mettre de côté nos différences

Selon le Secrétaire général de l'ONU, cette pandémie met en évidence le rôle « crucial » des chefs religieux dans leurs



communautés et au-delà.

« Nous savons des crises de santé publique précédentes – du VIH/sida à Ebola – que les actions des chefs religieux influencent les valeurs, les attitudes, les comportements et les actions des gens », a-t-il ajouté. « Et avec cette influence vient la responsabilité de travailler ensemble, de mettre de côté les différences et de traduire nos valeurs communes en action ».

Le chef de l'ONU a souligné quatre domaines dans lesquels les chefs religieux peuvent jouer un rôle central pour proposer des solutions permettant de lutter contre la pandémie et de mieux se relever.

Il a tout d'abord remercié les chefs religieux d'avoir soutenu son appel

à un cessez-le-feu mondial « afin que nous puissions ensemble nous concentrer sur la lutte contre notre ennemi commun – la Covid-19 ». Mais il a noté que des conflits font toujours rage dans de nombreux endroits et que l'ethno-nationalisme, la stigmatisation et les discours de haine ciblant les communautés vulnérables sont en hausse.

Il a donc demandé aux chefs religieux « de dénoncer activement les messages inexacts et nuisibles et d'encourager toutes les communautés à promouvoir la non-violence et à rejeter la xénophobie, le racisme et toutes les formes d'intolérance ».

Le Secrétaire général s'est aussi déclaré inquiet de l'augmentation alarmante de la violence contre les femmes et les filles. Il a appelé les chefs religieux « à condamner catégoriquement ces actes et à soutenir les principes communs de partenariat, d'égalité, de respect et de compassion ».

Face à la propagation de la désinformation, M. Guterres a demandé aux chefs religieux de tirer parti de leurs réseaux et de leurs capacités de communication pour aider les gouvernements à promouvoir les mesures de santé publique recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – de l'éloignement physique à une bonne hygiène – et pour garantir que les activités confessionnelles, y compris le culte, les cérémonies religieuses et les pratiques funéraires, se conforment à ces mesures.

Enfin, alors que la grande majorité des écoles et universités sont fermées, le Secrétaire général a exhorté les chefs religieux à soutenir la continuité de l'éducation, en travaillant avec les prestataires de services éducatifs pour trouver des solutions afin que l'apprentissage ne s'arrête jamais.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Tijjani Muhammad Bande, a également souligné le rôle important joué par les organisations confessionnelles et les chefs religieux en temps de crise.

« Ils fournissent des services aux pauvres et donnent de l'espoir aux désespérés », a-t-il noté. « La foi a une place unique dans nos vies, en particulier en ce qui concerne la façon de traiter les autres comme nous aimerions

être traités. En période de grande anxiété, la foi peut être une source importante de confort et de résilience communautaire ».

Le chef de l'Alliance des civilisations plaide pour une action coordonnée

Le Haut-Représentant de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, Miguel Angel Moratinos, a également plaidé pour « une action coordonnée, décisive et inclusive des acteurs étatiques et non étatiques, y compris les chefs religieux et les organisations confessionnelles », face à la crise de la Covid-19.

« Dans les crises qui bouleversent la vie, lorsque les gens sont désespérés, la foi est souvent leur point d'ancrage et le lieu vers lequel ils se tournent pour se consoler et espérer. C'est là que le rôle des chefs religieux entre en jeu », a-t-il dit.

Dans ce contexte, il a jugé « encourageant de voir combien de chefs religieux et de communautés de foi ont agi rapidement et se sont placés en première ligne en fournissant des services précieux à leurs communautés ».

Selon M. Moratinos, de nombreux chefs religieux ont une capacité de mobilisation ainsi que la confiance des communautés qu'ils servent.

« Ils ont la responsabilité de promouvoir les messages sur l'égalité des sexes; de dénoncer la stigmatisation et les discours de haine; de dissiper la désinformation et les rumeurs; de défendre l'inclusion des populations vulnérables (...); de plaider pour leurs droits et l'accès aux diagnostic, aux traitements et aux vaccins; de partager des informations précises fondées sur des preuves; et de s'opposer publiquement aux déclarations et actes encourageant la violence et les violations des droits de l'homme », a-t-il ajouté.

24heureinfo.com

Production agricole

Le Togo renforce les chaînes de valeurs en ressources humaines

D'ici à 2050, la population de l'Afrique doublera, pour atteindre plus de 2 milliards d'individus.

L'enjeu sera de nourrir ce continent où près de 240 millions de personnes sont déjà aujourd'hui victimes d'insécurité alimentaire.

Et ce alors que l'agriculture y est nettement moins productive que dans le reste du monde. Elle assure d'ailleurs la subsistance de près de 70% de la population africaine mais elle demeure toujours un secteur sous exploité.

La question de ressources humaines notamment celle des paysans est au premier plan, d'abord parce qu'ils sont encore extrêmement nombreux. Les paysans souffrent de la pauvreté et la précarité alimentaire; la pénibilité, car leurs systèmes agraires sont encore très fragiles; et les pertes, car les rendements sont très faibles, avec notamment des attaques parasitaires qui font des dégâts énormes.

Les femmes cultivent 70 % des aliments de l'Afrique dans de petites exploitations agricoles, une tâche fondée sur le travail physique.

L'Afrique doit abandonner la houe en faveur des technologies modernes, qui sont beaucoup plus efficaces. Il est essentiel de passer des exploitations de subsistance à petite échelle aux exploitations mécanisées plus viables sur le plan commercial.

Comment renforcer les chaînes de valeurs en ressources humaines dans le secteur?

Au Togo, Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND), l'agriculture a été identifiée comme un secteur à fort potentiel de croissance. Elle est l'objet de l'axe 2 dudit plan, consacré au développement des pôles de transformation agricole, minière et manufacturière.

Le gouvernement veut accompagner les acteurs des chaînes de valeurs agricoles en rendant disponibles les ressources humaines composées d'ouvriers et d'autres compétences.



Ce soutien s'illustre par la sélection d'une entreprise chargée du placement de personnel pour les entrepreneurs agricoles de production et de transformation ainsi que de prestation de services connexes.

Fondamentalement, il est question d'encourager la formalisation des travailleurs agricoles et d'assurer la disponibilité de la main d'œuvre qualifiée auprès des exploitants agricoles, éleveurs et transformateurs lors de la campagne 2020-2021.

Pour rentabiliser la production agricole, il devient indispensable d'avoir une main d'œuvre qualifiée pour les tâches opérationnelles de production, administratives et connexes.

La Banque africaine de développement (BAD) se fonde sur les études d'Alliance for a Green Revolution in Africa (Agra), pour avancer que « l'agriculture demeure une partie intégrante de l'économie africaine et de la vie au quotidien de la majorité des Africains, fournissant du reste un peu plus de 60 % des emplois sur le continent ».

De son côté, la FAO révèle, dans une étude, que « le secteur agricole utilisait plus de 60% de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne, en 2010 ».

L'organisation onusienne signale que « l'agriculture emploie plus d'un milliard de personnes, soit le tiers des travailleurs à travers le monde ».

Pour justifier son programme de renforcement de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest, la Banque mondiale avance que « le secteur agricole occupe une place cruciale en Afrique ».

« Il fournit 65 % des emplois et contribue à 35 % du PIB. Or, dans les zones rurales, où la majorité de la population vit de l'agriculture, la pauvreté atteint des niveaux encore élevés. La croissance agricole pourrait être un instrument de réduction de la pauvreté, l'enjeu étant d'accroître les revenus tirés de l'agriculture et de créer des emplois tout en réduisant les prix des produits alimentaires », selon elle.

Pour exploiter les ressources humaines disponibles pour une agriculture moderne, les autorités togolaises souhaitent recruter des prestataires performants qui doivent mettre leurs services au profit des entrepreneurs agricoles à savoir la mise à disposition et la gestion de la main d'œuvre qualifiée composée d'ouvriers et autre personnel dans toutes les régions économiques du pays.

Horizon-news.net

Coronavirus

L'Uemoa va anticiper sur la menace de crise alimentaire

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui redoute une crise alimentaire en cette période de pandémie de coronavirus, convoque une réunion du comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire, et nutritionnelle pour les 14 et 19 mai par visio-conférence. Objectif : évaluer les conséquences de la Covid-19 sur le secteur alimentaire et anticiper sur les solutions.



« Cette réunion s'inscrit dans le cadre du mandat du comité à savoir, réfléchir et identifier les solutions les meilleures pour la promotion d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans l'UEMOA », indique un communiqué.

La session a pour but d'examiner l'état de mise en œuvre des recommandations de la 8ème réunion, d'échanger sur la situation agro-pastorale, alimentaire et nutritionnelle de la région en lien avec les mesures de contrôle de la pandémie de Covid-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les experts et ministres vont de leur réunion proposer des pistes innovantes au président du comité, le Nigérien Issoufou MAHAMADOU, pour mettre à l'abri les populations vulnérables et garantir un bon déroulement de la prochaine campagne agricole 2020-2021 malgré la menace acridienne (provoquée par les criquets) et aussi mieux prévenir et s'attaquer aux causes structurelles des crises alimentaires et nutritionnelles.

24heureinfo.com

Entretien

Covid-Organics : «Le problème, c'est que ça vient d'Afrique», dit Andry Rajoelina sur RFI

Pour la première fois depuis qu'il a annoncé la découverte du Covid-Organics, un remède contre le Covid-19, le président de Madagascar accorde une interview. Au micro de Christophe Boisbouvier et Marc Perelman, il répond aux critiques de l'OMS et annonce des essais cliniques. Il s'exprime aussi sur la querelle avec la France au sujet des îles Éparses.

Christophe Boisbouvier : Monsieur le président, bonjour.

Andry Rajoelina : Bonjour, c'est un plaisir d'être votre invité surtout en cette période de guerre contre le coronavirus.

Marc Perelman : On va parler de ce que vous appelez cette « guerre » contre le Covid-19. En plus du confinement, du port du masque, de la distanciation, Madagascar se distingue par l'utilisation du Covid-Organics, un remède à base d'artémisia, une plante à l'effet thérapeutique reconnue contre le paludisme. Vous l'avez déjà envoyée dans plusieurs pays africains, mais est-ce que vous avez des preuves que cela marche chez vous, que cela guérit des gens du Covid-19 ?

A.R. : En fait, effectivement, nous avons lancé ce remède à base de plantes médicinales malgaches. Il faut noter qu'à Madagascar, nous avons l'habitude et 80% de la population se soigne à travers le remède médicinal. Ceci dit, le Covid-Organics est bien évidemment un remède préventif et curatif contre le Covid-19 qui fonctionne très bien. Et d'ailleurs, c'est le fruit des recherches réalisées par l'Institut malgache de recherches appliquées [Imra], qui a le statut de centre régional de recherche reconnu par l'Union africaine. Je tiens juste à préciser que l'Imra est un centre de recherche médicale et pharmaceutique, et de formation, fondé en 1957 par le professeur Rakoto Ratsimamanga qui est une figure éminente de la science africaine.

Vous parlez de « preuves » et j'ai parlé de « guerre » tout à l'heure. La situation mondiale démontre aujourd'hui qu'il y a presque 300 000 morts. Est-ce que cela nous permet d'ignorer une possibilité de traitement ? Et quand nous sommes également en période de guerre, quelle est la preuve qu'on peut démontrer et que nous pouvons fournir actuellement ? C'est bien évidemment la guérison de nos malades, parce qu'il est à noter qu'aujourd'hui, à Madagascar, on a eu 171 cas, dont 105 guéris. Et la majeure partie de ces malades atteints du coronavirus ont été guéris et vous me parlez de preuves. Comme preuve, je tiens à vous dire que les patients qui ont été guéris ont pris uniquement ce produit du Covid-Organics [appelé également Tambavy CVO]. En résumé, une nette amélioration de l'état de santé des patients ayant reçu ce remède du Tambavy CVO a été observée en 24 heures seulement après la première prise du Tambavy CVO. La guérison a été constatée après sept jours, voire dix jours, de la prise du Tambavy CVO. Ce remède est naturel, non toxique et non invasif.

C.B. : Simplement tout le monde n'est pas convaincu par ces preuves dont vous parlez. Et ce n'est pas n'importe qui. L'Union africaine (UA), la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest



(Cédéao), et surtout l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le bureau Afrique de l'OMS, ont multiplié les mises en garde ces derniers jours contre l'illusion d'un remède-miracle. Non seulement l'OMS doute de l'efficacité du Covid-Organics, mais elle craint des effets secondaires pour les gens qui consomment cette tisane...

A. R. : Vous me citez bien évidemment la mise en garde du docteur [Matshidiso] Moeti, qui met en garde contre l'utilisation du Covid-Organics. J'aimerais juste poser la question : est-ce que le Mediator [médicament antidiabétique responsable de la mort de patients en France] avait reçu et obtenu les autorisations ? Et ce que je demande comme question aujourd'hui : combien de personnes sont mortes du médicament Mediator ? Vous connaissez comme tout le monde la déclaration du professeur Bernard Debré et celle de Philippe Even. Ils ont présenté presque plus de 58 médicaments fabriqués par des laboratoires prestigieux qui non seulement ne soignent pas, mais selon leurs propres termes, sont « dangereux » et « mortels ».

Ces médicaments ont été et sont distribués en Afrique et je n'ai jamais entendu le docteur Moeti ou l'OMS faire une déclaration qui n'autorise pas la prise de ces médicaments. Maintenant, comme je l'avais dit tout à l'heure, nous, on utilise de la décoction. Quand on parle de décoction, c'est une méthode, c'est l'action de faire bouillir dans l'eau des plantes médicinales pour l'extraction des principes actifs. C'est notre médecine traditionnelle qui est connue et reconnue pour ses effets. On parle beaucoup dans ce remède de l'artémisia. Ce qui se pose aujourd'hui, vous m'avez posé la question, mais j'ai une question quand même à vous poser : si ce n'était pas Madagascar, mais si c'était un pays européen qui avait découvert en fait ce remède, est-ce qu'il y aurait autant de doutes ? Je ne pense pas. Ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que le cas des malades à Madagascar et aussi de ceux qui ont pris ces médicaments, en fait aujourd'hui ce Tambavy CVO ou cette

décoction, nous avons eu des preuves que nous avons soigné nos malades jusqu'ici.

M. P. : Justement, on va prendre l'exemple de la France. L'Agence nationale de sécurité du médicament a très récemment publié une mise en garde quant à l'achat de produits à base d'artémisia, affirmant que les vertus thérapeutiques sont « fausses et dangereuses ». Est-ce que vous avez l'impression que ces doutes, voire soupçons, disons-le, de charlatanisme, viennent de l'Occident, voire peut-être des lobbies pharmaceutiques occidentaux ?

A. R. : Vous avez peut-être pu voir et regarder la déclaration du professeur Montagnier, qui a quand même reçu le prix Nobel de la science et de la médecine, comme quoi l'artémisia, c'est une piste pour guérir le coronavirus. Cela est une chose. Mais vous avez aussi pu constater l'étude du professeur Tu Youyou en Chine qui a pu extraire l'artémisinine venant de l'artémisia. Donc, aujourd'hui, je ne comprends pas pourquoi autant de questions, pourquoi autant de problèmes. Mais le problème aujourd'hui avec le Covid-Organics n'est pas sa formule. Ce ne sont pas des études cliniques qu'on fait semblant de ne pas connaître. On dit du mal sur ce produit, sur le Tambavy CVO, alors qu'il ne fait que du bien et qu'il ne sauve que des vies actuellement. Dans cette bataille, on veut nous freiner. On veut nous décourager, voire même nous interdire d'avancer.

M.P. : C'est qui « on » ?

A.R. : Mais rien ne nous empêche d'avancer ni un pays ni une organisation. « On », vous avez cité quelques organisations tout à l'heure, comme l'Organisation mondiale de la santé. « On », c'est nous, Madagascar, avec notre décoction que nous sommes en train [de faire] et personne ne peut nous en empêcher. Nous sommes un pays souverain et nous sommes là pour aider notre peuple, notre population, pour ne pas vraiment être victime ou mourir de cette pandémie.

C.B. : Simplement, ce que tout le monde vous demande, ce sont des essais cliniques. Vous avez cité l'Institut malgache de recherches appliquées (Imra), mais pour l'instant, cet institut n'a fait que des observations cliniques, pas d'essais cliniques. Alors quand allez-vous les faire et qui va les faire ?

A.R. : Alors, il ne faut pas confondre essais cliniques et observations cliniques. Nous actuellement, quand on parle de Tambavy CVO, on a le statut de remède traditionnel amélioré. Quand on parle de statut de remède amélioré, le système de validation est différent de celui d'un médicament. On ne mène pas des essais cliniques, mais plutôt une observation clinique, selon les indications du guide élaboré par l'OMS. Et c'est ce que nous avons fait. Nous avons mené justement une observation clinique. Un protocole d'études à observer et nous avons regardé et nous avons fait une observation clinique sur l'effet et l'état de santé des malades atteints du coronavirus. Donc, aujourd'hui, nous avons respecté les normes éthiques reconnues universellement en matière d'étude et de recherche cliniques.

C. B. : Mais jeudi dernier, vous avez annoncé que des essais cliniques allaient être bientôt conduits. Ils n'auront pas lieu finalement ?

A.R. : Il y a deux choses. Il ne faut pas confondre. Il y a plusieurs protocoles que nous avons mis en place. Premièrement, comme tous les pays au monde, nous faisons face à cette pandémie. Nous sommes obligés de trouver une solution pour guérir les malades. Et quand le professeur [Didier] Raoult a annoncé l'efficacité de la chloroquine et de l'azithromycine, nous y avons eu recours, et je voudrais d'ailleurs ici le remercier car, sans sa solution proposée, nous n'aurions pas pu sauver les premières victimes du coronavirus.

Après, nous savons tous que l'administration de doses élevées de la chloroquine présentent des effets secondaires et indésirables. Ce traitement a présenté des risques de toxicité et exige une plus grande surveillance clinique. Le deuxième protocole que nous avons adopté, c'était le Tambavy CVO ou la décoction que je vous avais annoncée tout à l'heure, suivant les principes d'études cliniques et d'observations suivant les recommandations de l'OMS. La grande majorité des nouveaux patients qui ont pris cette décoction a été observée, et bien évidemment le résultat est là. Il n'y a pas de morts actuellement à Madagascar. Nous n'avons fait que guérir nos patients. Mais vous avez parlé tout à l'heure d'essais cliniques. Bien évidemment, nous avons un troisième protocole et un essai clinique sur un médicament sous forme d'injection, différent du remède que nous sommes en train de proposer actuellement. Cela fait partie d'une coopération régionale et en collaboration avec des médecins et des scientifiques aux Etats-Unis, et bien évidemment dans l'océan Indien.

M.P. : L'institut malgache de recherches appliquées refuse de révéler la composition exacte du Covid-Organics parce qu'on imagine que cet institut ne veut pas se faire

doubler par un concurrent avant de déposer un brevet. Mais beaucoup de Malgaches de l'intérieur du pays n'ont pas accès à ce remède. Alors, pour qu'ils puissent le fabriquer eux-mêmes et donc se protéger, est-ce que vous pouvez nous dire quelles sont, en plus de l'artémisia, les deux autres plantes qui composent le Covid-Organics ?

A.R. : Bien évidemment, le Covid-Organics, c'est basé essentiellement sur des plantes médicinales. Majoritairement avec de l'artémisia à hauteur de 62%, mais aussi avec des plantes endémiques médicinales malgaches. On ne peut pas encore le dévoiler aujourd'hui. C'est le résultat que nous attendons aujourd'hui et d'ailleurs, nous allons lancer vraiment des surveillances cliniques au niveau régional actuellement. Si vous voulez, nous, nous avons notre formule. Et comme je vous l'avais dit tout à l'heure, on travaille avec l'Institut malgache de recherches appliquées. Là d'ailleurs, je tiens à vous montrer le produit Madecassol qui est produit aujourd'hui par la société Bayer qui fait une centaine de médicaments. Et cela, c'est le fruit de recherches de l'Imra. Et c'est un médicament qui a été concocté en 1961. Cela pour vous dire qu'il ne faut pas en fait sous-estimer les scientifiques africains et les scientifiques malgaches. Nous sommes là, et c'est vrai qu'aujourd'hui, il y a des questions qui se posent : pourquoi, c'est quoi le problème du Covid-Organics ? Moi, je pense que le problème, c'est que ça vient d'Afrique. Et on ne peut pas admettre, accepter qu'un pays comme Madagascar, qui est le 63ème pays le plus pauvre du monde, ait mis en place en fait cette formule, ce Tambavy CVO pour sauver le monde. Mais là, c'est une guerre, mais ce n'est pas la force militaire ou la puissance économique qui jouent actuellement. Mais Dieu et le Seigneur nous a donné les plantes médicinales pour aider les autres pays et le monde entier pour lutter contre cette maladie.

C.B. : Vous réclamez à la France la restitution des Îles Éparses, ces quatre îles qui sont au large de vos côtes. Une commission mixte a été mise en place il y a un an. Mais en octobre 2019, le président français Emmanuel Macron s'est rendu sur l'une de ces quatre îles et a dit : « Ici, c'est la France ». Est-ce que d'ici le 26 juin, date du soixantième anniversaire de votre indépendance, une solution peut être trouvée entre vos deux pays ?

A.R. : Notre souhait était effectivement de trouver une solution pour la restitution de ces îles à Madagascar. La deuxième réunion de la commission mixte était prévue fin mars. Mais elle a été ajournée à cause du coronavirus. Mais j'ai la foi et j'ai confiance dans notre capacité à trouver une solution rapide qui satisfera notre demande de restitution.

C.B. : Plutôt la restitution ou plutôt un accord de cogestion avec la France ?

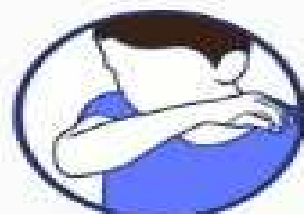
A.R. : Nous, on a réclamé la souveraineté de ces îles. Et on parle de restitution.

PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER LE CORONAVIRUS MESSAGE DE TOGO TERMINAL FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL
LOMÉ



Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.



Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.



Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.



Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.



Éviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.



En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.



Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

NUMÉROS VERTS

☎ +228 22 22 20 73 / 91 67 42 42

FORUM ANNONCE



TOGOCOM 100 JOURS DE CHANGEMENT POUR VOUS

Depuis le 25 Novembre 2019, nous avons entrepris un vaste programme de transformation pour révolutionner le secteur des télécommunications et du numérique au Togo et devenir une référence dans la sous-région.

Ce programme s'inscrit dans le Plan National de Développement (PND) et offrira à chaque togolais le meilleur du haut-débit, de la téléphonie mobile et du mobile money. Conformément à ses engagements Togocom a lancé son programme d'investissements de près de 245 millions d'euros (160 milliards de francs CFA) sur quatre (4) ans. Pour les 100 premiers jours du changement, Togocom souhaite établir un premier bilan de ses actions concrètes et des premiers bénéfices tangibles pour ses clients.

Nos accomplissements en chiffres



97

Nouveaux sites 2G/3G+ depuis début 2020 vs 44 en 2019



170 000

Nouveaux abonnés mobiles 4G+



400

Sites actifs en réseau 4G+



42 Mbps

En vitesse de téléchargement maximum sur le réseau 4G+ de Togocel



+30 000

Points marchands Mobile et T-Money de proximité



Améliorer la qualité de service

Amélioration de la disponibilité des services avec un meilleur accès voix, data et mobile money

- Sécurisation de la sortie internet (lien terrestre vers le Ghana)
- Création d'un centre de pilotage opérationnel convergent avec suivi quotidien de la qualité de service
- Taux de disponibilité du réseau > **99%**
- Taux de coupure de communications < **0.40%**

Renforcer le réseau

Amélioration de la vitesse et de fluidité des communications sur toutes les technologies (2G/3G+/4G+ & Fibre)



Améliorer l'expérience client

- Regroupement des équipes Togocel et Togotelecom au sein du même siège (équipes transverses et unifiées)
- Instauration d'un dialogue social et mise en place d'une politique de formation interne (**624 heures** réalisées)
- Fusion des agences Togocel et Togotelecom

Nos prochains objectifs

- Modernisation de nos agences commerciales
- Simplification de nos offres commerciales
- Déploiement de la 4G+
- Nouveaux services mobile money innovants

Rendez-vous trimestriel

Nous communiquerons un bilan de nos réalisations et bien sûr les bénéfices directs et concrets dont chacun de nos clients pourra profiter.

Je remercie sincèrement nos collaborateurs et tous nos partenaires pour les efforts consentis pendant ces 100 premiers jours. Nous savons tous qu'il y a encore beaucoup d'améliorations à accomplir. Mais je peux vous affirmer que nous sommes tous engagés à donner le meilleur de nous-même au quotidien pour accélérer notre transformation et offrir à nos clients ce qu'ils sont en droit d'attendre.



Paulin Alazard, Directeur Général Togocom

Groupe Forum Presse (GFP)

Directeur Général chargé de la Publication

Jean-Baptiste K. D. DZILAN
(alias Dimas DZIKODO)
B.P. 81 129 Lomé-TOGO

Siège : Ancien Immeuble Air Burkina Tokoin Wuiti
Tél 22 61 14 72 / 93 53 54 55 Fax 22-22-09-51
E-mail : forumquotidien@gmail.com
Récépissé n°200/15/05/03/HAAC

Directeur de Rédaction

Comité de Rédaction
Ayi ATAYI
Kiwi AMEGAH-WOVUE
Michel AKOETE

Infographie
ALLYN EKOUE MOBALI
Directeur Commercial : Norbert APETOH

Technicien Informatique: Mobali E. ALLYN
Imprimerie SDR (22 22 06 49)
Tirage : 5000 exemplaires